

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 29/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

BRIVADOISE DE TRAITEMENT DE SURFACE SAS

172, Avenue d'Auvergne
43100 Brioude

Références : UID4243-EAR-23-152
Code AIOT : 0005600190

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2023 dans l'établissement BRIVADOISE DE TRAITEMENT DE SURFACE SAS implanté 172, Avenue d'Auvergne 43100 Brioude. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRIVADOISE DE TRAITEMENT DE SURFACE SAS
- 172, Avenue d'Auvergne 43100 Brioude
- Code AIOT : 0005600190
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SAS Brivadoise de Traitement de Surface est sous-traitant dans deux secteurs principaux : l'automobile (60 %) et le bâtiment (20 %), les 20 % restant étant répartis entre les secteurs du loisir, de l'industrie et de l'agriculture.

Deux procédés de traitement de surface sont utilisés dans l'établissement :

- le zingage avec deux lignes de traitement,
- la peinture par cataphorèse sur une ligne de traitement.

L'entreprise traite essentiellement de l'acier.

22 personnes travaillent sur le site de Brioude (27 à Montluçon).

Le site fonctionne en 3 X 8H.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets aqueux
- rétentions
- situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 4.3.6	/	Lettre de suite préfectorale	90 jours
8	situation administrative	Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 1.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	90 jours
9	réentions	Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 7.5.3	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 16	/	Sans objet
5	actions correctives	Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 9.3.2	/	Sans objet
7	consommation spécifique	Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 8.1.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 34	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
6	Bilan environnement annuel	Arrêté Ministériel du 23/07/2008, article 9.4.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra régler sa situation administrative suite à l'évolution de son activité (augmentation des volumes de bain et traitement de pièces en aluminium). Les rétentions étaient pleines le jour de l'inspection, l'inspection n'a pas pu vérifier leur état. Les analyses des eaux industrielles montrent de nombreux dépassements en flux sur les VLE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan des réseaux de collecte des effluents doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un plan actualisé des réseaux.
Observations : L'exploitant enverra un plan des réseaux actualisé à l'inspection dans un délai de 1 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 34
Thème(s) : Risques chroniques, Débit et pH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le pH et le débit sont mesurés et enregistrés en continu dans le cas d'un traitement des effluents en continu. Ils sont mesurés et consignés avant rejet dans le cas d'un traitement par bâchées. Le volume total rejeté par jour est consigné sur un support prévu à cet effet. Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.
Constats : Le pH et le débit sont mesurés en continu à la sortie de la station d'épuration interne. Une alarme se déclenche en cas de dépassement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 4.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu naturel et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci- dessous définies.
Constats : Les déclarations d'autosurveillance font apparaître de nombreux dépassements sur les flux de: -azote global -nitrites -aluminium -manganèse -phosphore total
Observations : L'exploitant a réalisé tout son plan d'action en 2021 (voir point N°5) pour l'amélioration de sa station d'épuration interne mais les rejets sortant de la station d'épuration interne présentent toujours des dépassements. L'exploitant réalisera une étude technico-économique (ETE) permettant d'analyser comment et si il est possible de réaliser d'autres actions permettant de diminuer les flux de polluants en sortie de la station d'épuration interne. Cette ETE sera annexée au dossier de cas par cas avec, en plus, une analyse de l'impact des rejets sur le milieu récepteur. L'augmentation des flux d'aluminium viendrait d'un changement de process : traitement de pièces en aluminium d'un autre site. Ce changement de process devra être intégré dans le dossier du cas par cas pour expliquer l'évolution des rejets de polluants dans l'eau et dans l'air. L'ETE et le cas par cas devront être transmis à l'inspection dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 90 jours

N° 4 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Les résultats d'autosurveillance sont bien transmis dans les délais sur tous les paramètres demandés dans l'AP via GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 9.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, dépassements-actions correctives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article R 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit et transmet à l'inspection des installations classées, dans le mois qui suit chaque trimestre calendaire, un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du trimestre précédent imposées aux articles 9.2. Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au chapitre 9.1, des modifications éventuelles du programme d'autosurveillance et des actions correctives mises en oeuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité. Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.
Constats : Le 20/01/2020, la société BTS Brioude avait transmis à l'inspection un plan d'actions correctives. Il subsiste des dépassements des VLE sur: -Azote global (NGL) -Nitrites -Al -Mn -Ptotal Toutes les actions prévues dans le plan d'action du 20/01/2020 ont été mises en place: -Pour le pH trop élevé : mise en place d'une neutralisation finale en novembre 2021. -Pour les flux et/ou concentration trop élevées en nitrite, azote global et phosphore total : mise en place d'essais durant l'année 2020 afin de diminuer la consommation d'acide nitrique sur le process réalisées : <ul style="list-style-type: none">• Ajout d'acide nitrique et d'eau seulement lors du passage d'une charge (électrovanne sur l'arrivée d'eau) .• Diminution de la concentration du bain (si pas d'impact sur la qualité du traitement)• Si les actions précédentes ne sont pas suffisantes : étude avec HYTEC et ADIPAP pour diminuer la concentration en nitrites en sortie de station. -Pour diminuer le phosphore total et l'aluminium : changement de coagulant en 2020
Observations : L'exploitant enverra les justificatifs de la réalisation de toutes ses actions à l'inspection dans un délai de 1 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Bilan environnement annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/07/2008, article 9.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan environnement annuel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet par voie électronique à l'inspection des installations classées, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente : - des utilisations d'eau (le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées) ; - de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.
Constats : Les déclarations sur GEREP au plus tard le 1er avril de chaque année, du bilan annuel portant sur l'année précédente sont bien transmis. -13691 m3 d'eau consommés -N : 720 kg/an -DCO : 1573 kg/an -F total : 63 kg/an -MES : 257 kg/an -P total : 11 kg/an -Zn : 26 kg/an
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : consommation spécifique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 8.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La consommation spécifique d'eau ne doit pas excéder huit litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.</p>
<p>Constats : En 2020, la consommation spécifique du site s'élevait à 7,13 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. En 2021, la consommation spécifique du site s'élevait à 5,49 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. En 2022, la consommation spécifique du site s'élevait à 6,09 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.</p> <p>Cette baisse s'explique par l'optimisation des débits au niveau des rinçage.</p>
<p>Observations : L'exploitant enverra un justificatif de ces consommations spécifiques à l'inspection dans un délai de 1 mois.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, rubriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Rubrique 3260 : Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes. Volume des cuves de traitement : 44 300 litres -zincage tonneau 22 300 l ; -zincage attache 17 500 l ; -cataphorèse 4 500 l.</p>
<p>Constats : En 2020, l'exploitant a informé l'inspection d'un changement de ses rubriques ICPE, qui fait passé le volume de ses cuves de traitement de 44300 à 68300L.</p>
<p>Observations : Cette augmentation de capacité de 24m³ étant substantielle, l'exploitant devra transmettre à la préfecture et à l'inspection un dossier de cas par cas mentionnant les effets de cette évolution sur les risques chroniques à l'extérieur du site dans un délai de 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 90 jours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.</p> <p>La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.</p> <p>Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rétentions situées en dessous des bacs de traitement étaient pleines, l'inspection n'a pas pu juger de leur état.</p>
<p>Observations :</p> <p>Les rétentions devront être vidées dans un délai de 15 jours.</p> <p>L'exploitant précisera les dispositions prises pour que les rétentions restent libres, et justifiera de leur étanchéité par production d'un rapport de vérification argumenté (absence de fissure, résine en bon état) présentant des planches photographiques des différentes rétentions.</p> <p>Une procédure de vérification régulière devra être établie, et mise en place dans le délai de 15 jours.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours